

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES PERSPECTIVES DE VENTE D'UN RÉACTEUR À L'AUSTRALIE

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre peut-il faire le point sur ses entretiens avec le gouvernement australien au sujet de la vente éventuelle d'un réacteur nucléaire CANDU à ce pays?

L'hon. J. J. Greene (Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de faire à l'appel des motions, plus tard cette semaine, une déclaration à ce sujet et à propos de mon voyage en Australie en général.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Je voudrais poser au ministre de la Justice une question importante à cause du débat qui se tiendra demain. Le ministre sait-il si Claude Ryan et d'autres qui sont censés avoir comploté pour établir un gouvernement parallèle ont été accusés de conspiration séditeuse ou d'un autre délit en vertu de la loi concernant l'ordre public (mesures provisoires) ou continuera-t-on à invoquer des excuses faciles en faveur de ceux qui tentent de prouver qu'il fallait proclamer la loi sur les mesures de guerre?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES PORTS

LA CONSTITUTION ET LE FONCTIONNEMENT DES PORTS RELEVANT DE COMMISSIONS

M. Douglas A. Hogarth (New Westminster): Ma question au ministre des Transports concerne la politique portuaire annoncée aujourd'hui. Le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que, mise à part la représentation au Conseil des ports nationaux, on ne songe pas pour l'instant à modifier la constitution ou le fonctionnement des ports qui comprennent une Commission, comme il est prévu dans la déclaration?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, je puis vous en donner l'assurance. Aucun changement n'est prévu en ce qui concerne les commissions de ports.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA LISTE DES PROJETS ET DES CRÉDITS RESPECTIFS

M. David MacDonald (Egmont): Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Comme le ministre a annoncé hier que plus de 600 projets ont été acceptés dans le cadre de

[L'hon. M. Jamieson.]

Perspectives-Jeunesse et comme 100 autres sont venus s'y ajouter aujourd'hui, est-il prêt à déposer la liste de ces projets, du nombre de personnes en cause, des endroits où ils seront mis en œuvre, de ce qu'ils coûteront, de sorte que le public soit mieux renseigné sur l'efficacité du programme?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Je ne vois pas d'objection à cela, monsieur le président; je pourrais même dire à l'honorable député que nous avons l'intention, à partir d'aujourd'hui, de renseigner tous les députés en leur envoyant, tous les jours, la liste complète des projets approuvés.

[Traduction]

[Plus tard]

M. MacDonald: Le secrétaire d'État pourrait-il répondre directement à la question portant sur le dépôt de la liste de ces projets? Nous dirait-il par ailleurs s'il est vrai que certaines provinces participent directement au choix des provinces dans le cadre du programme «Perspectives-Jeunesse»? Si oui, quelles sont ces provinces?

L'hon. M. Pelletier: J'ai répondu directement, monsieur l'Orateur, et je regrette si le député n'a pas compris ma réponse. J'ai dit être d'accord pour déposer cette liste dès qu'elle sera complète. Nous avons informé toutes les provinces qu'elles pouvaient, si elles le désiraient, déléguer un fonctionnaire à titre de conseiller auprès de notre secrétariat pour ce qui concerne leur territoire. Je sais que le Québec et l'Ontario et peut-être d'autres l'ont fait, mais je n'en suis pas sûr.

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—L'ENGAGEMENT D'ÉTUDIANTS POUR LE RECENSEMENT

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): J'ai une question supplémentaire. En l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je la poserai au secrétaire d'État. Vu l'inquiétude exprimée au sujet des problèmes du chômage des étudiants cet été, le gouvernement a-t-il songé à accorder en priorité aux étudiants d'université les milliers d'emplois du recenseur ou a-t-il décidé d'accorder ces emplois selon l'usage à ses loyaux partisans?

M. l'Orateur: A l'ordre. Posée dans ces termes, la question du député n'est pas réglementaire.

• (3.20 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—MOTION DE DÉFIANCE—L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DU NORD CANADIEN

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 11 mai, de la motion de M. Baldwin:

Que la Chambre exprime l'avis qu'un programme lucide de développement économique et humain dans le Nord canadien offre aux Canadiens de grandes possibilités; et que la politique